

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 47

Objet de la délibération : DGA / CV -
Forfait Post Stationnement - Conventions
de reversement des recettes issues des
FPS - Exercice 2019

<input checked="" type="checkbox"/> Original
<input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.114

Date de la convocation :

Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 2 JUIL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUIL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Vu la mise en place de la réforme de la dépenalisation et de décentralisation du stationnement payant prévue aux articles 63 et 67 de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (dite Loi « MAPTAM ») ;

Vu l'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT ;

Vu les délibérations n° 2591/17 du 29 septembre 2017 ainsi que n° 1320/18 et n° 1321/18 du 18 mai 2018 de la Commune d’Antibes, relatives au stationnement payant sur les voies et parcs publics ;

Vu la délibération n° DE-17-12-0008 de la Commune de Vallauris du 6 décembre 2017 relative à la réforme du stationnement payant sur voirie ;

Vu la délibération n° DEL-2018 CM 01/002 de la Commune de Villeneuve-Loubet du 18 janvier 2018 relative à la réforme du stationnement payant estival ;

Vu la délibération n° 31.07.2017_0061 de la Commune de Saint Paul du 31 juillet 2017 relative à la dépenalisation du stationnement payant ;

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : *« la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire ».*

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, les communes d’Antibes, de Vallauris, de Saint Paul et de Villeneuve-Loubet ont institué, au 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur leurs territoires.

La C.A.S.A est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire mais n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Aussi, conformément aux dispositions précitées, un projet de convention joint à la présente doit fixer le principe, et le cas échéant, précise les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement (FPS) institué par les communes concernées pour l'exercice 2019.

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul des communes ayant institué le FPS à la C.A.S.A pour l'exercice 2019.

Dans ce même cadre, les quatre communes ont prévu de délibérer dans les mêmes termes que la C.A.S.A, en vue de la signature de ladite convention entre la C.A.S.A et chacune des communes concernées.

En ce qui concerne l'exercice 2018, compte tenu des difficultés administratives liées à la mise en œuvre du FPS pour les communes, et en vertu du principe de bonne administration, le reversement à la C.A.S.A. est nul.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe de reversement nul pour l'exercice 2018, compte tenu des difficultés administratives liées à la mise en œuvre du Forfait Post Stationnement ;
- d'approuver les conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2019, dont les projets sont joints à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2019 avec les communes concernées, et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe de reversement nul pour l'exercice 2018, compte tenu des difficultés administratives liées à la mise en œuvre du Forfait Post Stationnement ;
- d'approuver les conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2019, dont les projets sont joints à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer lesdites conventions relatives au reversement des recettes issues des Forfaits de Post Stationnement pour l'exercice 2019 avec les communes concernées, et l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2019 ENTRE LA CASA ET LA COMMUNE D'ANTIBES

Entre,

La Commune d'Antibes, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 24 juin 2019

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part,

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3 : Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

a) Les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulté faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2019, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2019 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A au titre du FPS 2019, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4: Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A pour l'exercice 2019. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2019.

Article 5: Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2019. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne
Le

**Pour la Commune d'Antibes,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à la Mobilité
et aux Transports**

Jean LEONETTI

Thierry OCCELLI

TABLEAU 2 CONVENTION RELATIVE A LA REPARTITION DES RECETTES ISSUES DES FORAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2019 (du 1/01/19 au 31/12/19) - Annexe n°2
BASES ARRONDIES (ESTIMATIF DES RECETTES ET DES DEPENSES - BASES PREVISIONNELLES INDICATIVES)

RECETTES (*montants prévisionnels - base 2018)		Q	CLE DE REPARTITION	TOT.		DEPENSES	DESIGNATION		BASE (Salaires chargés)	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis) (a) (Estimatif 2019)		36964		609 593,00 €		1 - Coûts de Collecte des FPS	Frais de personnel - Agt Surveillance Voie Publique (12 agents) (Estimatif masse salariale 2019 : base 2018 : 442 280 € + reval. 2% soit 451 126 € - DRH) (base 72,79 arrondi à 75 %)		451 126,00	75,00%	338 344,50 €
FPS (abandonnés) (b) (Estimatif 2019)		5128		79 499,00 €			Frais de personnel (Encadrement) (2 agents) (Estimatif Masse salariale 2019 : base 2018 97 885 € + 2% soit 99 842 € - DRH)		99 842,00	35,00%	34 944,70 €
FPS PAYES		23697		394 983,00 €		2 -Traitement des RAPO	Frais de personnels (2 agents) (Estimatif Masse salariale 2019 : base 2018 73 706 € + 2% soit 75 180 €- DRH)		75 180,00	100,00%	75 180,00 €
FPS EN COURS DE PAIEMENT (Estimatif 2019)		8139		135 111,00 €			Frais de personnels (Encadrement) (1 agent) (Estimatif Masse salariale 2019 : base 2018 43 458 € + 2 % soit 44 327 € - DRH)		44 327,00	30,00%	13 298,10 €
FPS PAYES ET EN COURS DE PAIEMENT (a-b)		31836		530 094,01 €			CONVENTION ANTAI		49 880,00	100,00%	49 880,00 €
TOT. RECETTES (1)*				530 094,01		3 - Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Amortissement sur 5 ans (2ème année)		14 452,00	20,00%	2 890,40 €
RESULTAT (1-2)* Clé de reversement à fixer				13 556,31			Contrat de maintenance		2 000,00	100,00%	2 000,00 €
						TOT. DEPENSES (2)					516 537,70

Esitmatif Masse Salariale 2019 sur données DRH



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2019 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE VALLAURIS-GOLFE JUAN

Entre,

La Commune de Vallauris-Golfe Juan, représentée par son Maire, Madame Michelle SALUCKI, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 24 juin 2019

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part,

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3: Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

a) Les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulté faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2019, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2019 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A au titre du FPS 2019, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4: Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A pour l'exercice 2019. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2019.

Article 5: Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2019. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne
Le

**Pour la Commune de Vallauris-Golfe Juan,
Le Maire**

**Pour la C.A.S.A.
Le Vice-Président délégué
à la Mobilité et aux Transports**

Michelle SALUCKI

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	TOTAL	DEPENSES	DESIGNATION	TOTAL
FPS (prévisionnel)*	92 480.00 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - ASVP	112 368.00 €
	0.00 €		Frais de personnel (Encadrement 5% d'un temps complet)	3 647.00 €
FPS (abandonnés)	0.00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels	6 000.00 €
			Frais de personnels (Encadrement 10% d'un temp complet)	0.00 €
			Frais postaux (ANTAI)	10 600.00 €
		Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV)	3 307.00 €
			Contrat de maintenance	192.00 €
		Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)	1 886.00 €
			Frais de paramétrage gestion FPS	0.00 €
TOT. RECETTES	92 480.00	TOT. DEPENSES		138 000.00
REVERSEMENT	0.00			



**CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST
STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2019 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE
SAINT PAUL DE VENCE**

Entre,

La Commune de Saint Paul de Vence, représentée par son Maire, Monsieur Joseph LE CHAPELAIN, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....

Ci-après désignée par « la Commune »
D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 24 juin 2019

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »
D'autre part,

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.
Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3: Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

a) Les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la solde faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2019, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la Commune n'affecte pas en 2019 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A au titre du FPS 2019, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4: Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A pour l'exercice 2019. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2019.

Article 5: Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2019. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne
Le

**Pour la Commune de Saint Paul de Vence,
Le Maire**

Joseph LE CHAPELAIN

**Pour la C.A.S.A.
Le Vice-Président délégué
à la Mobilité et aux Transports**

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Q en Heure	Q %	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS (émis)*	32	280,00	1	8 960,00 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - Agents PM	24,65	260,00	16,18%		6 409,00 €
			1	0,00 €		Frais de personnel (Encadrement)	31,12	104,00	6,47%		3 236,48 €
FPS (abandonnés)			1	0,00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels					0,00 €
						Frais de personnels (Encadrement)	31,12	52,00	3,24%		1 618,24 €
						Frais postaux (ANTAI) : FPS	1,51	280,00			422,80 €
						Frais postaux (ANTAI) : RAPO	1,51	28,00			42,28 €
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV)					0,00 €
						Contrat de maintenance	3600		30,00%		1 080,00 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)					
						Frais de paramétrage gestion FPS	656	6,00			3 996,00 €
TOT. RECETTES				8 960,00	TOT. DEPENSES						16 804,80
REVERSEMENT				-7 844,80							



CONVENTION RELATIVE AU REVERSEMENT DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2019 ENTRE LA C.A.S.A. ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET

Entre,

La Commune de Villeneuve-Loubet, représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Conseil municipal en date du.....

Ci-après désignée par « la Commune »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Thierry OCCELLI, Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil Communautaire n° en date du 24 juin 2019

Ci-après désignée ci-après « la C.A.S.A. »

D'autre part,

PREAMBULE

L'article R.2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du CGCT prévoit en son alinéa 4 que : « la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1^{er} octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfait de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire »

Dans le cadre de la politique relative au stationnement sur le territoire communal, la Commune a décidé d'instituer, à compter du 1^{er} janvier 2018 la redevance de stationnement sur son territoire.

La C.A.S.A est quant à elle compétente en matière d'organisation de la mobilité et de voiries d'intérêt communautaire et n'exerce pas l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnement et, pour la totalité des voies, de la voirie.

Conformément aux dispositions précitées la présente convention fixe les modalités de reversement d'une partie des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) institué par la Commune pour l'exercice 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer la part des recettes nettes issues des forfaits de post-stationnement (FPS), reversée par la Commune à la C.A.S.A., pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'article R.2333-120-18 du C.G.C.T. créé par l'article 1 du décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du C.G.C.T. prévoit en son alinéa 4 que : « *la commune ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public signent une convention avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes issues des forfaits de post-stationnement reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire* ».

Article 3: Modalités de reversement d'une partie des produits de FPS

a) Les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues à l'article L.2333-87 du C.G.C.T., la Commune reverse une partie des recettes issues des FPS à la C.A.S.A., en fonction de la répartition des compétences en matière de mobilité, déduction faite de certaines opérations de voirie conduites par la Commune et des coûts de mise en œuvre de la réforme.

La détermination de ce montant doit au préalable tenir compte des dépenses engagées par la Commune pour procéder à leur recouvrement.

Les différents postes de dépenses pour la Commune sont les suivants :

- Collecte des FPS
- Traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- Dispositifs de contrôle (matériels PDA, logiciels TEPV et maintenance informatique)
- Frais de personnel (salaires, habillement, formation)
- Mise en conformité et remplacement des horodateurs

Cette liste est non exhaustive puisque, à ces postes de dépenses peuvent s'ajouter les autres postes ci-après : traitement des recours en contentieux devant la CCSP, frais d'études, actions de communication, dispositif de surveillance, opérations de voirie directement affectées à la mise en œuvre de dispositifs techniques liés au FPS.

Un tableau récapitulatif est annexé à la présente et détaille les charges à prendre en considération, les recettes issues des FPS, ainsi que la soulté faisant l'objet d'un reversement partiel. Ce tableau est une estimation correspondante à l'exercice 2019, il sera arrêté définitivement au moment du vote du Compte Administratif par la Commune.

b) La répartition du produit du FPS

Dans le cadre de la répartition des compétences entre la C.A.S.A. et la Commune et en l'absence d'évolution de ces compétences en matière de stationnement, la Commune conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire. Ainsi, et sous réserve de consolidation des estimations financières du produit du FPS, après déduction des coûts de mise en œuvre du FPS, la

Commune n'affecte pas en 2019 dans les charges déductibles les opérations de voirie réalisées par celle-ci.

La Commune reversera à la C.A.S.A au titre du FPS 2019, le pourcentage du résultat net d'exploitation tel que figurant au tableau annexé à la présente.

Article 4: Définition du montant du reversement

Dans le cadre du principe de bonne administration, cette convention formalise le principe d'un reversement nul de la Commune à la C.A.S.A pour l'exercice 2019. La Commune conserve donc l'intégralité des produits des FPS, déduction faite des coûts de mise en œuvre du FPS.

Avant le 30 juin, la Commune communique par courrier à la C.A.S.A. le montant définitif pour les recettes issues du produit du FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait au titre de l'exercice des compétences définies aux articles R 2333-120-18 et R 2334-12 du C.G.C.T.

Cet envoi s'effectuera à l'appui du tableau définitif susmentionné et dûment validé par le comptable public, après avoir été consolidé en fonction des recettes réellement perçues par la Commune au titre de l'exercice 2019.

Article 5: Durée de la convention

Cette convention est valable pour l'année 2019. En application des dispositions de l'article R.2233-120-18 du C.G.C.T, la convention sera renouvelée expressément.

Fait à Valbonne
Le

**Pour la Commune de Villeneuve-Loubet,
Le Maire**

**Pour la CASA,
Le Vice-Président délégué
à la Mobilité et aux Transports**

Lionnel LUCA

Thierry OCCELLI

RECETTES (*montants prévisionnels)	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.	DEPENSES	DESIGNATION	PU	Q	CLE DE REPARTITION	TOT.
FPS estimé 2019	2404	35,00	1	84 123,90 €	Collecte des FPS	Frais de personnel - ASVP	5	3,00	80,00%	21 737,31 €
FPS perçu 2018				56 082,60 €		Frais de personnel - régisseur	1	3,00	20,00%	1 804,89 €
				0,00 €		Frais de personnel (Encadrement)	1	3,00	10,00%	1 480,65 €
FPS (abandonnés) 2018	164	35,00	1	-5 740,00 €	Traitement des RAPO	Frais de personnels (1 secrétaire)	1	5,00	50,00%	7 919,00 €
FPS (abandonnés) évaluation 2019				-8 500,00 €		Frais de personnels (Encadrement)	1	5,00	50,00%	12 338,90 €
						Frais postaux (ANTA) LRAR	4,18	423,00		1 768,14 €
					Direction environnement et des espaces publics	Frais de personnels pour entretien	52,98	92,00		4 874,16 €
					Travaux	non compris investissement initial à chiffrer	28874,4		amortissement 20%	5 774,88 €
					Dispositifs de contrôle - Matériels, logiciels et maintenance informatique	Acquisitions de matériels (PDA TEPV) + Télé installation et paramétrages des connecteurs S- FPS+S-GTV	4	6 417,04	amortissement 20%	1 283,41 €
						Intervention à distance pour mise en service de GVS + Formation à distance des Administrateurs et des utilisateurs				
						Redevance GVS Saisonnière + Redevance Annuelle RAPO	4	500,40		2 001,60 €
						Contrat de maintenance	4	237,60		950,40 €
					Matériels (horodateurs)	Acquisitions de matériels (Horodateurs : clavier, écran, modem 3G, paramétrage tarification ...)	3	7 409,67	20,00%	4 450,00 €
						Maintenance Hebdomadaire	1	2 691,18		2 691,18 €
						Frais de paramétrage gestion FPS				5 472,00 €
					Matériel Caméra	2 Caméras site Maurettes + Figlière	2	5 000,00	20,00%	2 000,00 €
RECETTES PREV 2019				75 623,90	TOT. DEPENSES					76 546,52
Déficit 2019				-922,62						

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_114
Nature : DE - Deliberations
Objet : Forfait Post Stationnement - Conventions de
reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2019
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ImD5pWN

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_114
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Forfait Post Stationnement - Conventions de reversement des recettes issues des FPS - Exercice 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 7

99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_2.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_3.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_4.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_5.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_6.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_7.PDF
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_114-DE-1-1_8.PDF

N